

Groupe U.M.P.

*Le Président*

Paris, le

23 juillet 2014

Monsieur le Ministre,

C'est avec stupéfaction que j'ai appris, avec mes nombreux collègues du groupe d'amitié France/Québec de l'Assemblée nationale, que le Ministère des Affaires étrangères avait pris la décision de mettre en vente la « Maison Kent » bâtiment datant de 1648, classé « monument historique » et abritant depuis 1980 le Consulat de France à Québec.

Ce bâtiment, situé au cœur de la vieille cité de Québec, assure la visibilité de notre pays et constitue de l'avis général un des symboles emblématiques de la relation unique qui unit les peuples français et québécois.

Il n'est nul besoin de vous rappeler l'émotion et les mobilisations qu'avait suscitées l'annonce, en avril 2013, de la fermeture de l'Institut Français de Berlin à laquelle vous avez finalement décidé de renoncer en janvier 2014.

C'est pourquoi, nous vous demandons, solennellement, de nous confirmer qu'une telle cession est envisagée et si tel est le cas, de renoncer au projet de vente de ce symbole de notre patrimoine historique, diplomatique, culturel et linguistique.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à cette demande, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs. *et les*

*plus cordiaux.*



Christian JACOB

Et les membres UMP du groupe d'amitié France/Québec

*Membres UMP du groupe d'amitié France/Québec : Julien AUBERT, Marcel BONNOT, Valérie BOYER, Dominique BUSSEREAU, Jérôme CHARTIER, Luc CHATEL, Philippe COCHET, Edouard COURTIAL, Jean-Michel COUVE, Jean-Pierre DECOOL, Daniel FASQUELLE, Georges FENECH, Claude de GANAY, Sauveur GANDOLFI-SCHEIT, Guy GOEFFROY, Philippe GOSSELIN, Christophe GUILLOTEAU, Michel HERBILLON, Marc LAFFINEUR, Alain LEBOEUF, Frédéric LEFEBVRE, Pierre LELLOUCHE, Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Olivier MARLEIX, Patrice MARTIN-LALANDE, Alain MARTY, Bernard PERRUT, Didier QUENTIN, Camille de ROCCA-SERRA, François SCELLIER, Lionel TARDY, Guy TEISSIER, Patrice VERCHERE, Philippe VITEL.*

Monsieur Laurent FABIUS  
Ministre des Affaires étrangères et du développement international  
37 quai d'Orsay  
75700 PARIS 07SP

## Vente du Consulat Général de France à QUEBEC

Pierre Andre Wiltzer [pawiltzer@gmail.com]

**Envoyé :** lundi 21 juillet 2014 19:03

**À :** Sylviane Alaux; Alain Rousset; Pouria Amirshahi; René Dosière; Dominique Bussereau; Paul Molac; Sébastien Pietrasanta; Didier Quentin; Camille de Rocca Serra; Jonas Tahuaitu; Philippe Vigier; Serge Bardy; Guy Geoffroy; Linda Gourjade; Michel Herbillon

**Cc :** Pierre Andre Wiltzer [paw.conseil@hotmail.fr]; hrethore@club-internet.fr; Pilleul Gilbert [pilleulgilbert@gmail.com]; Gilbert PILLEUL [gilbert.pilleul@diplomatie.gouv.fr]

**Pièces jointes :**Le bâtiment historique à v~1.htm (102 Ko)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Bureau du Groupe d'amitié FRANCE-QUEBEC de l'Assemblée,

En tant qu'ancien Président de votre Groupe d'amitié pendant de nombreuses années, mais surtout en tant que militant, comme vous, de l'amitié franco-québécoise et attaché au maintien des relations privilégiées entre la France et le Québec, je me permets de vous alerter sur la décision qui a été prise par notre Ministère des Affaires Etrangères de **vendre la "Maison Kent", bâtiment datant de 1648 et classé "monument historique", dans lequel est installé le Consulat Général de France à Québec depuis 1980**. Je joins à ce message deux articles de la presse québécoise qui rendent compte de cet événement.

Comme vous avez sans doute pu le constater vous-mêmes sur place, la présence visible de la France dans ce bâtiment chargé d'histoire, au coeur de la vieille Cité de Québec, est **emblématique à tous égards de la relation unique qui unit nos deux peuples**.

Vendre un tel bâtiment n'est pas une simple opération d'optimisation immobilière, qui va peut-être rapporter à court terme 2 à 3 millions d'euros mais qui obligera naturellement à payer année après année le loyer de nouveaux locaux, certes plus petits mais anonymes et dépourvus de toute signification **C'est une décision qui touche à un symbole très fort**.

S'ajoutant à d'autres décisions récentes qui ont réduit les moyens du Consulat Général à Québec, la vente de l'immeuble lui-même sera interprétée par les Québécois et par nos partenaires de la Francophonie comme un désengagement de la France à l'égard d'un peuple non seulement ami mais "parent". car ayant les mêmes origines, la même langue, une histoire commune pendant plus de deux siècles, et tant de valeurs et d'objectifs en partage !

La relation entre notre Assemblée Nationale et celle du Québec est très étroite et très constructive. Au nom de cette coopération exemplaire, vous avez la légitimité pour alerter les plus hautes Autorités de notre pays sur le caractère hautement politique et symbolique de cette affaire. Le ministre des Affaires Etrangères, M. Laurent FABIUS, qui connaît le Québec, et le Président de la République lui-même, ne devraient pas rester insensibles à une intervention de votre Groupe, qui représente toutes les sensibilités politiques de l'Assemblée, afin d'éviter cette faute lourde de conséquences.

Mais **il faut que cette intervention soit effectuée d'urgence**, avant qu'un acheteur ne se présente, car la vente a déjà été confiée à une agence immobilière !

En espérant que vous entendrez cet appel à l'aide et que vous pourrez obtenir à temps l'annulation de la mise en vente, je vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments très cordiaux.

Pierre-André WILTZER

Ancien Député de l'Essonne (1986-2002) - Président du Groupe d'amitié FRANCE-QUEBEC (1988-1997), puis Vice président (1998-2002) - Ministre de la Coopération et de la Francophonie (2002-2004).